

Déclarations de ministres

Je ne voudrais pas m'étendre indûment, mais je tiens quand même à citer un autre exemple de générosité remarquable. Quand les équipes de secours sont arrivées dans ce secteur, l'un des organisateurs a demandé 75 pâtés pour nourrir les secouristes au village de West Luther et au secteur avoisinant. Les paroissiens de l'église de Mount Forest ont envoyé 200 pâtés et de la soupe pour sustenter 500 personnes. Jamais les victimes du sinistre n'oublieront un tel geste.

On demeure surpris du courage incroyable et de la persévérance manifestés par les sinistrés. Ils ne se sont pas apitoyés sur leur sort, mais ont courageusement décidé de tout reconstruire. Ils ont un exemple pour nous tous.

M. Foster: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre. Soit dit en passant, je trouve que le ministre s'est fort bien occupé des sinistrés, lui et le ministre de l'Agriculture (M. Wise) qui s'est rendu sur les lieux.

Je voudrais savoir si on a élargi le secteur désigné par la province de l'Ontario afin d'inclure également dans les mesures d'indemnisation les quelque 40 millions de dollars de dégâts qu'ont subis les nombreux propriétaires de serres de Leamington. Je me demande donc si le gouvernement de l'Ontario n'a désigné que Barrie et les secteurs environnants comme régions sinistrées ou s'il a demandé de l'aide afin d'inclure également cette région du sud-ouest touchée elle aussi par le sinistre la veille au soir. On m'a dit que la péninsule du Niagara avait subi d'énormes dégâts. Le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il en est exactement?

Je voudrais en profiter, moi aussi, pour rappeler que nous avons été témoins d'une réaction exceptionnelle de la population dans les circonstances. Je ne me rappelle pas, ces dernières années, qu'un réseau de stations radiophoniques, dont deux de ma propre circonscription, ait organisé un téléthon comme ce fut le cas lundi dernier. Ce réseau a recueilli plusieurs centaines de milliers de dollars. Je crois qu'il règne en Ontario un esprit de générosité et d'entraide toujours très vivace comme nous avons pu le constater après ce cataclysme.

M. Beatty: Monsieur le Président, le gouvernement fédéral est actuellement en pourparlers avec le gouvernement de l'Ontario afin de délimiter les zones sinistrées. La région désignée par le gouvernement de l'Ontario au tout début commençait à Arthur ou Alma, dans l'Est.

• (1530)

Une partie de l'extrémité de Barrie a été touchée de même que la région est jusqu'au centre est de l'Ontario. Cette région est sûrement couverte par le programme. En outre, d'autres dégâts causés à cette occasion seront également couverts. La difficulté est d'établir si les dégâts causés la veille par exemple, l'ont été par la même tornade ou si cela constitue un deuxième sinistre.

Personne ne minimise l'étendue des dégâts. Cependant, aux termes des accords de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et la province, il est difficile de considérer les deux sinistres en bloc. Il faut les prendre chacun séparément à

moins qu'ils n'aient été causés par la même perturbation atmosphérique.

Je pourrais également ajouter que mon collègue, le ministre de l'Agriculture (M. Wise), s'est déjà rendu dans la région de Leamington. Je suis autorisé à dire en son nom, je pense, que certaines des mesures que j'ai annoncées aujourd'hui concernant l'agriculture s'appliqueront à la région de Leamington. Dans cette région, ce sont surtout les exploitations agricoles qui ont subi le plus de dommages et nous espérons que l'aide proposée par mon collègue le ministre de l'Agriculture sera utile aux sinistrés.

* * *

PÉTITIONS

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de centaines de citoyens de Winnipeg qui protestent contre le projet du gouvernement de désindexer partiellement la pension de vieillesse. Ces personnes se joignent ainsi aux milliers d'autres Canadiens—et aux milliers qui viendront s'ajouter au cours des prochaines semaines—qui manifestent leur opposition à cette mesure injuste, et invitent le gouvernement à changer d'avis, à respecter l'engagement pris en janvier et que le premier ministre (M. Mulroney) avait pris avant les élections, et à maintenir l'entière indexation des prestations de la sécurité de la vieillesse.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition portant la signature de dizaines de citoyens et d'électeurs d'Algoma et de Sault Sainte-Marie qui invitent le gouvernement à rétablir l'indexation intégrale des pensions de vieillesse. Les pétitionnaires signalent par exemple que le retraité moyen perdra \$100 l'an prochain, plus de \$200 l'année suivante, et plus de \$600 en 1990. Ils demandent simplement au premier ministre (M. Mulroney) et au gouvernement de tenir la promesse qu'ils ont faite pendant la campagne électorale et de rétablir l'indexation intégrale. Quand le premier ministre recevra cette pétition, je sais...

M. le vice-président: A l'ordre, je vous prie.

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plus de 800 habitants du sud de la Colombie-Britannique, soit New Westminster, Coquitlam, Burnaby, Surrey, Vancouver Est, Langley et Delta, qui protestent de nouveau contre la désindexation partielle de la sécurité de la vieillesse. Ils demandent au gouvernement de tenir sa promesse en indexant intégralement la pension de vieillesse.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plus de 600 Manitobains qui demandent au gouvernement de rétablir l'indexation des pensions. Ils signalent que les principaux groupes affectés par cette proposition gouvernementale sont les pauvres, les chômeurs et les femmes.